

COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET. AVIS.

L'Utilité des deux Mondes.

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 17 SEPTEMBRE, 1789.

[No. 22.]

F R A N C E.

Discours du Roi, après la suspension des Etats Généraux.

Messieurs,

Lorsque je pris la résolution de vous rassembler, après avoir surmonté toutes les difficultés qui menaçoient la convocation de mes états—après avoir, pour ainsi dire, préconçu les vœux de la nation, en manifestant d'avance les miens pour sa prospérité, je crus avoir fait tout ce qui dependoit de moi, pour le bonheur de mon peuple.

Il me sembloit, que vous n'avez plus qu'à achever l'ouvrage que j'avois commencé, et que la nation attendoit avec impatience, le moment où, de concert avec les vues bienfaisantes de son souverain, et le zèle éclairé de ses représentans, elle alloit jouir de l'état heureux que doit produire une pareille union.

Il y a à présent plus de deux mois que les E. G. sont ouverts, et ils ne sont point encore convenus des préliminaires de leurs opérations, au lieu de cette source d'harmonie qui devoit couler de l'amour de la patrie, la plus funeste division repand l'alarme dans tous les esprits. Je veux croire, et il me fera flatteur de trouver, que le caractère des François n'est point changé, mais pour éviter de vous reprocher les-uns ou les autres, j'examinerai que le renouvellement des Etats-Généraux, après un si long période, la turbulence qui l'a précédé, l'objet de cette assemblée, si différent de celui de vos ancêtres, et plusieurs autres objets vous ont porté à une opposition, et à des prétentions auxquelles vous n'avez aucun droit.

Je dois au bien-être de mon royaume, je me dois à moi-même de dissiper ces divisions fatales : C'est d'a-

près cette résolution, Messieurs, que je vous rassemble encore une fois auprès de moi—je le fais comme le pere commun de tout mon peuple—je le fais comme le défenseur des lois de mon royaume, afin de pouvoir vous rappeler le vrai esprit de la constitution, et résister aux attentats que l'on a faits contre elle.

Mais, Messieurs, après avoir clairement établi les droits respectifs des différens ordres, j'attends du zèle des deux premieres classes—j'attends de leur attachement pour ma personne—j'attends de la connoissance qu'elles ont de la situation urgente de l'état, que dans tout ce qui concerne le bien général, elles soient les premieres à proposer une réunion de consultation et de sentimens, que je regarde nécessaire dans la crise présente, et qui doit avoir lieu pour le bien général du royaume.

Articles contenant la volonté du Roi.

Art. I. Point de taxes, sans le consentement des Etats.

Art. II. Les anciennes ou les nouvelles taxes, seulement seront en force jusqu'à la prochaine tenue des Etats-Généraux.

Art. III. Le Roi se restreint de faire aucun emprunt, sans le consentement des Etats, excepté dans les cas de nécessité, comme la guerre, &c. et cet emprunt n'excédera pas 100 millions.

Art. IV. Les Etats devront examiner les comptes des finances, la recette et la dépense.

Art. V. L'état des finances sera publié annuellement.

Art. VI. Les frais de chaque département seront fixés et invariables.

Art. VII. Les créanciers de l'état recevront la foi du public.

Art. VIII. Certains droits honoraires du Clergé et de la Noblesse leur seront préservés.

Art. IX. Quand les deux premiers ordres auront abandonné leurs droits pécuniaires, le Roi le sanctionnera.

Art. X. et XI. Les députations contestées seront jugées par les ordres en commun, et déterminées par la réunion des deux tiers des voix ; ou le jugement en sera renvoyé au Roi.

Art. XII. Toute résolution sera examinée à la requi-
sition de 100 membres.

Art. XIII. Il sera nommé des Commissaires dans les trois ordres pour conférer.

Art. XIV. Les Présidents des trois ordres auront une place dans les commissions, qui seront établies, selon la dignité de leur ordre.

Art. XV. Les Députés seuls pourront être admis aux délibérations des Etats, ou des Chambres.

CONGRES DES ETATS-UNIS.

Chambre des Représentans. Séance du 24 Aout.

Arrêté par le Sénat, et par la Chambre des Représentans des Etats-Unis, assemblés en Congrès, que deux tiers des deux Chambres, jugeant nécessaire que les articles suivans soient proposés aux législatures des divers Etats, comme amendemens pour la Constitution des Etats-Unis ; lesquels articles, totalement ou partiellement, seront valides quand ils auront été ratifiés par les trois-quarts des dites législatures, comme partie de ladite Constitution.

Articles ajoutés et amendemens de la Constitution des Etats-Unis de l'Amérique, assemblés en Congrès, proposés par le Congrès et ratifiés par les législatures des divers Etats, conformément à l'article 5ème de la Constitution originale.

Art. Ier. Après l'énumération requise par le premier article de la Constitution, il y aura un Représentant par trente mille habitans, jusqu'à ce que le nombre soit d'un cent, après quoi la proportion sera réglée par le Congrès de manière qu'il n'y ait pas moins de cent Représentans, ni moins d'un Représentant par quarante mille personnes, jusqu'à ce que le nombre des Représentans soit de deux cents ; après quoi la proportion sera réglée par le Congrès, de manière qu'il n'y ait pas moins de deux cents Représentans, ni moins d'un Représentant pour cinquante mille personnes.

Art. II. Il ne sera passé aucune loi qui change les appointemens des membres du Congrès, avant qu'il ne soit intervenu une élection de Représentans.

Art. III. Le Congrès ne fera point de loi, établissant aucune religion, ou en défendant le libre exercice, les droits de conscience ne seront point enfreints.

Art. IV. La liberté de parler, et d'imprimer, et

CONGRESS OF THE UNITED STATES.

In the HOUSE OF REPRESENTATIVES.

Monday the 24th August, 1789.

Resolved, by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, two thirds of both Houses deeming it necessary, that the following articles be proposed to the Legislatures of the several States, as amendments to the constitution of the United States ; all, or any of which articles, when ratified by three fourths of the said Legislatures, to be valid, to all intents and purposes, as part of the said constitution.

ARTICLES in addition to, and amendments of the Constitution of the United States of America, proposed by Congress, and ratified by the Legislatures of the several States, pursuant to the 5th article of the original Constitution.

Art. I. After the first enumeration required by the first article of the constitution, there shall be one representative for every thirty thousand, until the number shall amount to one hundred, after which the proportion shall be so regulated by Congress, that there shall be not less than one hundred representatives, nor less than one representative for every forty thousand persons, until the number of representatives shall amount to two hundred, after which the proportion shall be so regulated by Congress, that there shall not be less than two hundred representatives, nor less than one representative for every fifty thousand persons.

Art. II. No law varying the compensation to the members of Congress shall take effect, until an election of representatives shall have intervened.

Art. III. Congress shall make no law establishing religion, or prohibiting the free exercise thereof, nor shall the rights of conscience be infringed.

le droit du peuple de s'assembler en paix, et de se consulter pour le bien commun, et de demander au gouvernement le redressement de ses torts, ne sera point enfreint.

Art. V. Une milice bien réglée, composée du corps du peuple, étant la meilleure sûreté d'un état libre, le droit du peuple d'avoir et de porter les armes ne sera point enfreint ; mais toute personne dont la religion lui défendra d'avoir et de porter les armes, ne sera point forcé de rendre aucun service militaire en personne.

Art. VI. Aucun soldat ne sera logé en temps de paix dans aucune maison, sans le consentement du propriétaire, ni en temps de guerre, à moins que la loi n'en ait ordonné.

Art. VII. Le droit des citoyens d'être protégés dans leurs personnes, maisons, papiers, et effets, contre les recherches déraisonnables, et les saisies, &c. ne sera point violé : et il ne sera point accordé de décrêts, (Warrants) à moins que ce ne soit en conséquence de causes probables, appuyées de serment, ou d'affirmation, avec une description particulière de l'endroit à examiner, et des personnes ou des choses à y saisir.

Art. VIII. Aucune personne ne sera sujette, excepté dans les cas d'accusation, (*impeachment*) à subir plus d'un procès, ou plus d'un chatiment pour le même crime ; elle ne sera pas non plus forcée, dans aucun cas criminel, de déposer contre elle-même, ni de perdre sa vie, sa liberté ou ses biens, sans un procès en formes : et les biens des particuliers ne leur seront jamais pris sans une juste compensation.

Art. IX. Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé pourra réclamer de bonne heure, l'instruction publique de son procès ; d'être instruit de la nature et de la cause de l'accusation, de confronter les témoins qui auront à déposer contre lui—de demander les moyens de force pour obtenir des témoins en sa faveur, et d'avoir le secours d'un avocat pour sa défense.

Art. X. Le procès de tous les crimes (excepté dans les cas d'*impeachment*, et dans les cas relatifs aux forces de terre ou de mer, ou à la milice en service, en temps de guerre, ou de danger public) sera fait par des jurés impartiaux du voisinage : l'unanimité requise pour la conviction, le droit de *dés* et autres droits ; et aucune personne ne sera tenue de répondre à l'accusation d'un crime capital sans l'*écrouement* de jurés ; mais quand il sera commis un crime, sur les possessions

Art. IV. The freedom of Speech, and of the Press, and the right of the people peaceably to assemble, and consult for their common good, and to apply to the government, for redress of grievances, shall not be infringed.

Art. V. A well regulated militia, composed of the body of the people, being the best security of a free state, the right of the people to keep and bear arms shall not be infringed, but no one religiously scrupulous of bearing arms, shall be compelled to render military service in person.

Art. VI. No soldier shall in time of peace be quartered in any house without the consent of the owner, nor in time of war, but in a manner to be prescribed by law.

Art. VII. The right of the people to be secure in their persons, houses, papers and effects against unreasonable searches and seizures, shall not be violated ; and no warrants shall issue, but upon probable cause supported by oath or affirmation, and particularly describing the place to be searched, and the persons or things to be seized.

Art. VIII. No person shall be subject, except in case of impeachment, to more than one trial or one punishment for the same offence, nor shall be compelled in any criminal case, to be a witness against himself, nor be deprived of life, liberty or property, without due process of law, nor shall private property be taken for public use without just compensation.

Art. IX. In all criminal prosecutions, the accused shall enjoy the right to a speedy and public trial, to be informed of the nature and cause of the accusation, to be confronted with the witnesses against him, to have compulsory process for obtaining witnesses in his favor, and to have the assistance of council for his defence.

Art. X. The trial of all crimes (except in cases of impeachment and in cases arising in the land or naval forces, or in the militia when in actual service in time of war or public danger) shall be by an impartial jury of the vicinage, with the requisite of unanimity for conviction ; the right of challenging and other accustomed requisites ; and no person shall be held to answer for a capital or otherwise infamous crime, unless on a presentment or indictment by a grand jury ; but if a crime be committed in a place in the posses-

de l'ennemi, et où il pourroit s'élever une insurrection, la loi pourra autoriser à en faire l'indictment et instruction, dans quelque autre endroit du même état.

Art. XI. Il ne sera permis aucun appel à la cour souveraine des Etats-Unis, à moins que la valeur de l'objet de la controverse ne soit de mille dollars, et aucun fait du ressort des jurés, selon le cours du droit commun, ne pourra être réexaminé, à moins que ce ne soit selon les règles du droit commun.

Art. XII. Dans les procès du droit commun, le droit de procès par jurés sera conservé.

Art. XIII. Il ne sera point requis de caution excessive. Il ne sera point imposé de fortes amendes ; ni infligé de chatimens cruels ou extraordinaires.

Art. XIV. Aucun état n'enfreindra le droit de procès par jurés, dans les cas criminels ; ni les droits de conscience, ni celui de parler ou d'imprimer.

Art. XV. Le dénombrement de certains droits de la Constitution ne pourra s'entendre en refuser ou en avilir d'autres retenus par les citoyens.

Art. XVI. Les pouvoirs délégués par la Constitution au gouvernement des Etats-Unis seront exercés de la manière qu'il est prescrit ; en sorte que le pouvoir législatif ne pourra exercer celui qui est confié à l'exécutif, ou au judiciaire, ni l'exécutif exercer les pouvoirs commis au législatif ou au judiciaire, ni le judiciaire exercer les pouvoirs confiés au législatif ou à l'exécutif.

Art. XVII. Les pouvoirs qui ne sont ni délégués ni défendus par la Constitution, aux états particuliers, sont réservés aux états respectifs.

Ordonné que le Greffier de cette Chambre transmettra au Sénat une expédition, mise au net, et grossoyée desdits articles proposés pour les amendemens, et qu'il demande sa concurrence.

Extrait du Journal.

JOHN BECKLEY, Greffier.

Continuation des Travaux du Congrès.

Chambre des Représentans.

Séance du Mercredi, 26 Aout. La Chambre se forma en comité, sur le bill, pour joindre aux fonctions du Secrétaire des affaires étrangères (dénommé Secrétaire d'état) la garde des sceaux, le soin des archives, &c. et après quelques débats, le comité fit rapport du bill avec amendemens, lesquels furent agréés par la Chambre ; et il fut ordonné que le bill fût grossoyé.

sion of an enemy, or in which an insurrection may prevail, the indictment and trial may by law be authorised in some other place within the same State.

Art. XI. No appeal to the supreme Court of the United States shall be allowed, where the value in controversy shall not amount to one thousand dollars ; nor shall any fact triable by a jury according to the course of the common law, be otherwise re-examinable, than according to the rules of common law.

Art. XII. In suits at common law, the right of trial by jury shall be preserved.

Art. XIII. Excessive bail shall not be required, nor excessive fines imposed, nor cruel and unusual punishments inflicted.

Art. XIV. No State shall infringe the right of trial by jury in criminal cases, nor the rights of conscience, nor the freedom of speech, or of the press.

Art. XV. The enumeration in the constitution of certain rights, shall not be construed to deny or disparage others retained by the people.

Art. XVI. The powers delegated by the Constitution to the government of the United States, shall be exercised as therein appropriated, so that the legislative shall never exercise the powers vested in the executive or judicial ; nor the executive, the powers vested in the legislative or judicial ; nor the judicial the powers vested in the legislative or executive.

Art. XVII. The powers not delegated by the Constitution, nor prohibited by it to the States, are reserved to the States respectively.

Ordered, That the Clerk of this House do carry to the Senate a fair and engrossed copy of the said proposed Articles of Amendment, and desire their concurrence.

Extract from the Journal.

JOHN BECKLEY, Clerk.

Séance du Jeudi, 27 Aout. M. Smith (Caroline Mer.) du comité qui avoit été nommé pour l'établissement d'hopitaux pour le soulagement des marins invalides, et pour les réglemens des ports, fit rapport d'un bill, qui fut lu pour la première fois.

Ce bill porte que les hopitaux, &c. soient établis dans tels ports de mer qu'il plaira au Président des E. U. de nommer, au moyen d'une déduction sur les gages des marins, que les capitaines et commandans

de navires payeront aux officiers des douanes à leur arrivée.

Séance du Vendredi, 28 Aout. Le comité nommé pour examiner le mémoire des habitans d'*Alexandrie*, tendant à ce qu'une clause du bill des impôts fût suspendue, fit rapport d'un bill qui suspend les opérations de cette clause. Ce bill fut lu pour la première fois.

Séance du Samedi, 29 Aout. Il fut reçu un message du Sénat, avec le bill provisoire, pour l'enregistrement des navires, et pour régler le cabotage ; ce bill reçut la concurrence du Sénat, dans les amendemens proposés par la Chambre.

Le bill *grossoyé*, pour l'établissement du salaire des officiers des départemens exécutifs, fut lu pour la troisième fois, et passé.

La Chambre se forma en comité, présidé par M. Boudinot, sur le bill judiciaire. La motion qui fut faite d'omettre la clause, concernant la nomination des cours de districts, occasionna de longs débats ; et la Chambre s'ajourna avant d'avoir rien arrêté.

Séance du Lundi, 31 Aout. Il fut lu un mémoire de la part de M. Hugh Williamson, en faveur des intérêts mercantiles de la Caroline Méridionale, et exposant les difficultés des citoyens de l'état, en conséquence du droit de tonnage qu'ils avoient à payer dans les états sous le nouveau gouvernement.

Ce mémoire et celui des commandans des paquebots de Rhode-Island et de Providence, fut renvoyé à un comité général.

En comité général, présidé par M. Boudinot, l'on procéda à examiner la troisième section du bill judiciaire. Cet examen produisit des débats qui durèrent long-temps ; enfin la motion pour omettre la clause fut *négligée*, à une grande majorité.

Séance du Mardi, 1er. Septembre.

Il fut reçu un message du Sénat renvoyant à la Chambre honorable un bill pour le chatiment de certains crimes, et un second bill portant établissement d'appointemens pour les membres du Sénat et de la Chambre des Représentans, et leurs officiers respectifs, auquel le Sénat avoit accédé avec amendemens.

Séance du Mercredi, 2 Sept. Il fut lu une pétition des habitans de Philadelphie, concernant la résidence temporaire et permanente du Congrès.

Il fut reçu du Président les bills du cabotage, et de la trésorerie, approuvés et signés.

Ensuite la Chambre s'occupa de l'amendement pro-

posé par le Sénat sur le bill des appointemens des membres du Congrès. Le premier de ces amendemens tendoit à omettre le premier paragraphe du bill, et à y substituer une clause qui assureroit aux Sénateurs et aux Représentans six dollars par jour jusqu'en l'année 1795, et qu'alors les appointemens des Sénateurs seroient de 7 dcl. par jour, et que ces derniers seroient payés en voyage à raison de 6 doll. par 20 milles.

M. Jackson combattit vivement les principes de ces amendemens, et la manière dont ils avoient été introduits.

M. Sedgwick s'opposa aussi à la forme de l'amendement ; mais il saisit cette occasion pour appuyer l'idée d'une distinction entre les appointemens du Sénat et ceux de la Chambre des Représentans ; il fut secondé par M. Ames.

M. Tucker reprouva la forme de l'amendement comme étant indécent, en ce qu'il proposoit à la Chambre une mesure qu'il seroit déshonorable d'adopter ; cette mesure étoit d'assujettir leurs successeurs à une distinction, et à une infériorité à la quelle elle ne vouloit pas se soumettre elle même.

M. Jackson dit qu'il considéroit cet amendement comme de mauvaise foi, de la part du Sénat—it tendoit à tromper la Chambre sur l'abandon simulé des Sénateurs, de leur intérêt personnel. Les argumens en faveur de l'amendement se bornèrent aux principes généraux qui avoient été énoncés lors de la discussion de cette motion dans la Chambre. Plusieurs membres proposèrent divers changemens à cet amendement. Aucun ne put être trouvé compatible avec celui qui avoit été proposé par le Sénat. La question générale sur la concurrence étant prise, elle fut *négligée* à une grande majorité.

Séance du 3 Septembre, sur le choix du lieu de la résidence permanente du Congrès.

M. Lee se leva, et observa que la Chambre étoit appelée à délibérer sur une grande question nationale ; qu'il espéroit qu'elle l'examinerait, et la discuterait avec une délibération exempte de passion, et qui pût convenir à son importance. Alors M. L. proposa la résolution suivante :

“ D'autant que le peuple des Etats-Unis a consenti
“ et ratifié une constitution pour son gouvernement,
“ pour pourvoir à sa défense, contre les dangers de
“ dehors, pour assurer son union perpétuelle, et sa
“ tranquillité domestique, et pour avancer ses intérêts.

“ communs : et d'autant que ces grands objets seront
 “ d'autant mieux effectués, en établissant le siège per-
 “ manent du gouvernement dans un lieu aussi central
 “ que pourront le permettre, les communications par
 “ eau, avec l'océan Atlantique, et un libre accès aux
 “ territoires, situés à l'Occident ; et d'autant que l'as-
 “ surance que ce lieu fait déjà l'objet des délibérations
 “ du Congrès, et qu'il sera pris des mesures certaines
 “ pour l'établir, et pour y pourvoir aux établissemens
 “ nécessaires, aussitôt qu'on aura pris les arrangements
 “ nécessaires pour mettre à exécution la nouvelle con-
 “ stitution, et que la situation des Etats-Unis le per-
 “ mettra ; d'autant que cette assurance contentera le
 “ peuple, lui donnera une ferme confiance dans la sa-
 “ gesse et dans la justice de son gouvernement, Ax-
 “ RETE qu'il doit être choisi et établi pour le *siège* per-
 “ manent des Etats-Unis, un lieu aussi central que
 “ pourront le permettre des communications aisées
 “ avec l'océan Atlantique et un accès facile aux terri-
 “ toires situés à l'Occident.”

Je desirerai que l'on reconnoisse le principe du gou-
 vernement, continua M. Lee, afin que le peuple des
 Etats-Unis puisse juger si nous nous en écarterons dans
 la mesure que l'on va adopter. Le moindre écart se-
 roit un accomplissement funeste de ces prédictions fai-
 tes par les ennemis de la Constitution, que l'on ne
 consulteroit point les intérêts généraux, que l'on adop-
 teroit des mesures partiales, au lieu de se laisser con-
 duire par une politique générale, qui s'étendit au bien
 de tous, au lieu de réaliser les belles perspectives qui
 nous étoient offertes dans l'enfance de notre gouverne-
 ment, et que nos patriotes ont scellées de leur sang,
 nous trouverons que tout n'est qu'une vision, que le
 rêve d'une imagination échauffée. Je me flatte que
 la Chambre se pénétrera de ces principes, avant de
 décider la question qui est sous ses yeux.

M. Hartley appuya la motion de M. Goodhue, et
 indiqua le passage de Wright (*Wright's Ferry*) situé
 sur la Susquehanna, comme un lieu convenable pour le
 lieu de la résidence du Congrès. Cet endroit, conti-
 nua M. Tucker, est à-peu-près le centre de la *Delaware*,
 ce qui pourroit contenter les habitans du Nord,
 &c. &c. M. T. s'étendit beaucoup sur les avantages
 que presentoit sa situation tant naturelle qu'artifici-
 elle, sa sûreté, sa communication avec la partie à l'Oc-
 cident et l'Atlantique, sa fertilité, la pureté de son
 climat et l'abondance de sa population.

M. Sedgwick se leva et dit, “ Monsieur, j'espère
 que la motion de M. Lee ne passera pas ; les membres
 qui firent la motion, il y a quelques jours, que cet ob-
 jet fût discuté cette session, ne peuvent pas avoir ou-
 blié qu'ils furent suppliés instamment de le déférer.—
 On leur représenta que ce n'étoit pas le moment de
 penser au lieu de la résidence permanente du Congrès—
 que le gouvernement n'étoit pas encore en opération—
 que l'union n'étoit pas encore complete ; néanmoins,
 M. L. en particulier, et une majorité de la Chambre,
 soutinrent qu'une suspension occasionneroit tant de
 mécontentement de la part du peuple, que la paix et
 la tranquillité du pays demandoient une prompte de-
 cision. Or comme mes remontrances et celles de plu-
 sieurs autres membres furent infructueuses, et qu'il a
 été résolu de procéder à la discussion de cette affaire
 immédiatement, je suis prêt à entrer en matière, et je
 m'oppose à la motion de M. Lee, parce qu'elle en-
 traîne des longueurs inutiles.

M. Tucker desiroit savoir où en étoit la chambre—
 Il lui sembloit, disoit-il, que la proposition n'étoit
 qu'un préambule, qu'il n'étoit pas d'usage de conve-
 nir des préambules, avant d'avoir agréé la substance,
 &c.

M. Lee se leva, et assura M. Tucker que son objet
 étoit de conduire cette transaction avec impartialité—
 qu'il desiroit de leur remettre sous les yeux ces consi-
 dérations qui doivent guider leur jugement—que cette
 question intéressoit les générations futures aussi bien
 que la présente—qu'il s'agissoit d'établir si le gouverne-
 ment seroit transmis aux siècles futurs, ou s'il seroit
 englouti par les passions dominantes. Prétendra-t-on,
 continua M. L. que ces principes ne doivent pas être
 reconnus ? Dira-t-on que le centre du gouvernement
 ne doit pas être le centre de l'union ? Ne doit-il pas
 être à portée de communications avec l'océan ? Faut-il
 dédaigner nos frères de l'Occident ? &c. &c.

De Philadelphie, le 3 Septembre.

Copie de la lettre, écrite par Jean Sevier à M. Bennet
 Ballew, parmi la nation Cheroquée, le 10 Mars, 1789.
 Monsieur,

J'ai reçu vos différentes lettres par Tunley. Je suis
 charmé que vous soyez encore en vie, quoique je sois
 fâché que vous ayez couru tant de dangers ; mais c'est
 ce que l'on doit attendre, quand on se hasarde dans
 un pays Indien. Je suis bien-aîsé que vous réussissiez

à faire la paix, et que vous puissiez obtenir un prompt échange des prisonniers ; cette démarche étant la dernière qu'on puisse prendre pour soulager les infortunés qui gemissent dans le pays Indien.

Qu'il me soit permis de vous conseiller de vous tenir sur vos gardes : gardez-vous bien de contredire, par aucun argument quelconque, les habitans du pays où vous êtes. Accordez-vous plutôt avec eux ; c'est le meilleur moyen d'effectuer les affaires que vous avez entreprises.

J'ai appris que le nouveau Congrès s'assemblera bientôt, et que tous ses partisans attendent un avancement rapide et énergique (que Dieu le leur accorde, c'est mon vœu le plus sincère). J'ai aussi appris que la plus grande partie de la nation doit vous commettre au soin de ses affaires, si vous voulez l'accepter : je vous en fais mon compliment.

Permettez-moi de vous avertir de vous tenir sur vos gardes contre les agens de Martin, il n'y fera pas lui-même de sitôt, à ce que j'entends ; les Indiens connoissent trop bien sa perfidie, et le *double jeu* qu'il joue depuis si longtemps. Il doit y avoir un traité avec les Indiens au Printemps prochain, quoique les sentimens soient partagés sur ce point, je vous prie de tâcher de découvrir comment, et par où les Indiens ont pu savoir que les gens de *Sittico* venoient, ce qui leur a fait perdre la vie ; mais vous ne pouvez pas faire cela sans beaucoup de confiance.

Comme nous avons tout lieu de croire *Martin Droomgoole*, et que ce parti fut la cause principale de la guerre, je soupçonne que leur dessein est de la prolonger. Je vous prie de vous opposer à tout ce qui pourroit favoriser de pareils desseins. J'ai l'honneur d'être

JEAN SEVIER.

De BOSTON, le 17 Septembre.

M. le Vicomte de Pontévès, et les officiers de la division de S. M. T. C. ayant rendu leurs respects à S. E. le Gouverneur, à leur arrivée, il les invita Vendredi dernier à un repas élégant et splendide, où se trouvèrent son Honneur le Lieutenant Gouverneur, l'Hon. Conseil, et les principaux citoyens. Ce banquet, qui étoit des mieux servis, en démontrant la libéralité, et les soins de son Excellence, a répandu la satisfaction parmi ses dignes convives.

Son Excel. le Gouverneur, son Hon. le Lieutenant Gouverneur et l'Hon. Conseil, et plusieurs personna-

ges distingués dinnent aujourd'hui à bord de l'*Illustre* à l'invitation de M. le Vicomte de Pontévès. *Centinel.*

Aux échanges nombreux d'honnêtetés et de soins qui se sont faits entre les officiers de la division de S. M. T. C. et les citoyens des Etats-Unis, nous avons le plaisir de pouvoir ajouter que, Lundi dernier M. le Marquis de la Gallissonière, commandant du *Léopard* de 74 canons, donna un repas somptueux aux membres de la société de *Cincinnatus* de cette ville et des environs, à bord de son vaisseau.

A l'arrivée des convives dans les canots de l'escadre, le *Léopard* se trouva élégamment pavoisé de pavillons de diverses nations, et la *fraternité* fut accueillie avec ces marques d'affection et de politesse qui caractérisent si bien la nation Française.

A trois heures, les convives se mirent à une table couverte d'une riche profusion de mets divers, apprêtés avec le plus grand goût, et servie de la meilleure manière. En outre des *freres* de *Cincinnatus*, M. le Vicomte de Pontévès, M. le Marquis de Suzannet, et M. le Consul de France furent de ce repas.—Après dinner on porta un nombre de *toasts* fort judicieuses—les deux suivantes furent accompagnées de 13 coups de canons ; la première étoit " Au Président de *Cincinnatus* des Etats-Unis ; " la seconde, " Au Président de *Cincinnatus* de France."

Lorsque la compagnie prit congé de M. le Marquis, les Vergues du Vaisseau étoient couvertes de l'équipage, qui la salua par trois *Vive le Roi*. Ce salut fut rendu par les canots, auquel le vaisseau riposta par 13 coups de canons.

Ensuite la société rendit ses respects à M. le Vicomte de Pontévès à bord de l'*Illustre* de 74, et à M. le Chevalier de Suzannet à bord de l'*Andromaque*, de 40 canons, après quoi, elle fut remise à terre.

" On a dû s'attendre que le manteau de la reconnaissance défendrait le patriote des tempêtes de l'adversité. Les amis de l'Amérique ont reçu cette consolation dans la nomination du Général LINCOLN. " Graces au Souverain de notre pays."

Penſyv. Merc.

Le Commandant de la Division de S. M. T. C. actuellement dans ce port, devoit aller établir des hôpitaux à Rhode-Island, disent les mauvais plaisans, mais ayant appris que cet état étoit rempli d'alchymistes, qui convertissent l'or et l'argent en papier, et que d'ailleurs il n'étoit pas des Etats-Unis, ce généreux ami de l'Amérique a cinglé pour Boston. *A quelque chose malheur est bon.*

ACTE DU CONGRES DES ETATS-UNIS,

Portant provision pour le Gouvernement des Territoires, situés à l'Occident de la Rivière Ohio.

D'autant que, pour que l'Ordonnance du Congrès des Etats-Unis, assemblés en Congrès, pour le gouvernement des territoires situés à l'Occident de la Rivière Ohio, ait une pleine exécution, il est nécessaire qu'il soit fait certaines provisions, de manière à les adapter à la Constitution présente des Etats-Unis :

Qu'il soit statué par le Sénat, et par la Chambre des Représentans, assemblés en Congrès, que dans tous les cas, où, par la dite Ordonnance, le Gouverneur desdits territoires devra donner avis, ou faire des communications aux Etats-Unis, assemblés en Congrès, ou à aucun de leurs officiers, il sera du devoir dudit Gouverneur de donner ces avis et de faire ces communications au Président des Etats-Unis ; et le Président nommera, de l'avis et du consentement du Sénat, tous les officiers qui, par cette Ordonnance, auroient dû être nommés par les Etats-Unis assemblés en Congrès ; et tous les officiers ainsi nommés recevront leur commissions de lui : et dans tous les cas où les Etats-Unis, assemblés en Congrès, revoqueroient par ladite Ordonnance aucune commission, ou demettraient de quelque emploi, le Président est reconnu par ces présentes, avoir les mêmes droits de révocation et de démission.

Et qu'il soit encore statué, que dans les cas de mort, démission, résignation, ou absence nécessaire du Gouverneur desdits territoires, le Secrétaire sera, et par ces présentes est autorisé, et réquis d'exécuter tous les pouvoirs, et s'acquitter de toutes les fonctions, durant la vacance, occasionnée par la démission, résignation, ou absence nécessaire, dudit Gouverneur.

FREDERIC AUGUSTE MUHLENBURG,
Orateur de la Chambre des Représentans.

JEAN ADAMS, *Vice-Président des Etats-Unis,*
et Président du Sénat.

Approuvé—le 7 Aout, 1789.

GEORGE WASHINGTON,
Président des Etats-Unis.

ACTE DU CONGRES,

Portant provision pour les frais que pourront entraîner les négociations ou les traités qui se formeront, avec les tribus Indiennes—et la nomination des Commissaires, chargés de la conduite desdites négociations, &c. &c.

Qu'il soit statué par le Sénat et par la Chambre des Représentans des Etats-Unis de l'Amérique, assemblés en Congrès, qu'il sera appliqué à la liquidation des frais résultant des négociations et des traités avec les tribus Indiennes, une somme qui n'excédera pas celle de 20,000 dollars, laquelle sera prise des droits sur les impôts et sur le tonage.

Et qu'il soit encore statué, que chacun des Commissaires qui sera nommé pour conduire lesdits traités ou négociations, pourra prétendre aux appointements de huit dollars par jour, durant ses services actuels, en outre des frais, nécessaires au lieu où se formera le traité—ce qui sera prélevé sur les sommes ainsi accordées, &c. &c.

(Cet acte est revêtu de signatures comme à l'ordinaire.)

Le bruit court, dit une feuille Angloise, que l'on a attenté à la vie de M. Necker par le poison. Le Ministre l'a heureusement découvert à temps pour en prévenir les effets ; le plat dont il avoit goûté fit mourir un chien sur le champ ; et du tabac qui avoit été placé devant lui dans une boîte, en fit mourir un autre.

Le tabac fut glissé dans une tabatière pareille à celle de M. Necker, qui avoit été placée sur la cheminée où il avoit coutume de mettre la sienne, il l'échappa belle, car il avoit la boîte à la main, lorsqu'il s'aperçut qu'il avoit la sienne dans sa poche.

Depuis ce temps, M. Necker se tient sur ses gardes, et l'on prétend qu'il ne vit que d'aufs à la coque, que Mme. Necker fait cuire elle même, dans sa chambre.

A BOSTON, de l'Imprimerie de SAMUEL HALL, Libraire, dans le Cornhill, No. 53, où l'on peut se procurer chaque Numéro.—On souscrit, pour le COURIER DE BOSTON, chez M. Hall ; à Salem, chez MM. Dabney et Cushing ; à New-York, chez M. Thomas Greenleaf, et M. John Fenno ; à Philadelphie, chez M. Mathew Carey ; et chez les principaux Imprimeurs des Etats-Unis.—L'Editeur se fera un plaisir, et même un devoir, de recevoir et de traduire tous les morceaux utiles qu'on voudroit lui communiquer dans tous les genres, sur-tout sur le commerce.